



Roannais

Ce travail comparatif a été réalisé par l'équipe Roosevelt Loire, et particulièrement l'équipe organisée dans le Roannais.¹

La comparaison entre les principaux candidats à l'élection présidentielle de 2017 a pour objet de décrypter, à partir de leurs écrits, les discours des candidats. Nous cherchons ainsi à essayer de poser les termes du débat sur le fond des propositions, avec en filigrane : « quelle société se profile derrière ces propositions ? ».

Il n'était pas possible de prendre en compte l'éventail complet des candidats annoncés. Notre choix, qui ne prétend pas à l'objectivité totale, s'est porté sur ceux qui sont le plus « marqueurs » de politiques et de projet de société, et qui également bénéficient d'une relative audience.

De même, nous avons volontairement choisi des « entrées » qui sont à nos yeux révélateurs de choix de société : la valeur travail et son lien au capital, la prise en compte du changement climatique, l'Europe et la vision du monde, la place des jeunes dans la société, l'éducation, et l'organisation de l'action publique. Là aussi nous ne présentons pas à l'exhaustivité. Ce sont les domaines où à notre sens se révèlent certaines des clés du débat.

¹ Bartholin Jean, Chauveau Frédéric, Contal Alain, Deloire Paul, Douspis Nathalie, Gouttenoire Noel, Janin Claude, Marteil Frédéric, Roger Vincent, Thimonier Jean-Paul

I – SYNTHÈSE : LES TERMES DU DÉBAT :

VALEUR TRAVAIL : trois tendances parmi les candidats

Programme FILLON / MACRON : il apparaît comme le plus conservateur, notamment sur la place du travail, invoquant avec insistance le retour aux 39h et la valeur travail comme seul outil de production pour le capital. La valeur Capital est fortement mise en avant.

Dans cette approche conservatrice de l'économie, le projet d'Emmanuel Macron est relativement plus dynamique, comptant sur le tissu d'entreprises dont il cherche à favoriser les marges économiques (réduction des charges) pour financer le travail. Mais les deux projets paraissent s'appuyer sur la théorie du ruissellement financier pour financer le travail par la libéralisation fiscale des entreprises et du travail pour dynamiser la croissance.

Les programmes de LE PEN et DUPONT-AIGNAN peuvent eux aussi être qualifiés de conservateurs dans la relation travail/capital, mais ils se distinguent par des interventions directes sur le revenu du travail comme des augmentations de salaires. Ils se distinguent aussi par le favoritisme et le patriotisme économique, par une préférence donnée aux produits et aux travailleurs français.

Programme MELENCHON / HAMON : Ils se distinguent en proposant de revoir la place du travail dans la société, notamment sur une anticipation sur les évolutions de la réglementation du temps de travail (incitation aux 32 h hebdomadaires) avec une notion de partage du travail. Chez Benoit Hamon, cette orientation comprend aussi, devant les prévisions de destructions et évolutions d'emplois par la numérisation et l'automatisation, de sécuriser les individus par le revenu universel versé à chaque adulte. Une somme identique est versée à chacun, c'est l'impôt sur le revenu qui rééquilibre ensuite entre les plus ou moins favorisés.

Constat d'ordre général : aucun des candidats ne propose le retour au plein emploi à moyen terme. Seuls Fillon et Macron précisent un objectif de 7% de chômage en fin de quinquennat. La nécessité d'un partage du travail n'est-elle pas ainsi reconnue par tous les candidats ? Le débat et les différences ne portent-elles pas plutôt sur la prise en charge du coût de ce partage ?

- **Coût supporté par les salariés dans les projets Fillon et Macron qui en réformant le code du travail y ouvrent la possibilité de contrats de travail sans minimum de temps (cf Grande Bretagne et Allemagne). Les salariés devraient alors se satisfaire de salaires à temps partiels rendus possibles.**
- **Coût porté au moins en partie par les entreprises et l'Etat dans les projets Hamon et Macron, à travers les incitations financières aux 32 h par l'Etat et la non répercussion de la totalité des baisses de salaires pour les entreprises.**

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Deux clés de lecture distinguent les candidats : l'énergie nucléaire et l'urgence climatique.

1. Hamon et Mélenchon, avec des pas de temps différents, proposent le remplacement total des énergies fossiles (carbonées ou non carbonées comme le nucléaire) par des énergies renouvelables. Pour eux l'urgence climatique est mise en priorité. La prise en compte de l'environnement constitue pour eux un fondement pour le développement de la société et s'appuie sur une démarche politique et écologique très volontariste.
2. Pour les autres candidats, le nucléaire n'est pas remis en cause fondamentalement, voire est une force française pour mettre en œuvre la COP 21 par son avantage d'être une énergie non carbonée. L'approche politique est anti-carbone, avec comme fondement que le capital peut être moteur de la transition écologique.

Ainsi le débat se pose clairement entre deux candidats pour qui l'urgence climatique impose une refondation du modèle de société autour des enjeux environnementaux, et les autres qui s'alignent plus ou moins fortement sur les principes de la COP 21, mais sans aller au delà.

EUROPE ET VISION DU MONDE

Là aussi, la distinction est clivante entre trois entrées totalement différentes :

- Renforcer les pouvoirs de l'Europe économique (Fillon / Macron), avec pour Macron un respect des orientations actuelles, notamment le respect des déficits en-deçà des 3 % du PIB et la refonte des codes du travail.
- Elargir les domaines de compétence de l'Europe, notamment en matière sociale et fiscale, et faire évoluer les institutions (Hamon et Mélenchon) pour donner plus de pouvoir au parlement. Une différence notable est à souligner entre Hamon qui est pour un maintien dans l'Europe, et Mélenchon qui n'exclut pas de la quitter en cas de désaccord.
- Sortir de la logique européenne pour la souveraineté des nations (Le Pen / Dupont-Aignan)

Concernant l'ouverture ou non aux réfugiés et aux migrants, deux positionnements se distinguent : Le Pen, Dupont-Aignan et Fillon sont pour une fermeture des frontières, et Mélenchon, Hamon et Macron sont plus favorables à un accueil géré.

JEUNESSE

La plupart des candidats ne renversent pas la table pour la place aux jeunes ! On est globalement dans l'ajustement de politiques pour favoriser la jeunesse et l'accès à l'emploi.

Par contre, la place de la jeunesse dans la « cité » et la vie publique n'est abordée que par Mélenchon, et Hamon qui fait une large référence aux jeunes avec le revenu universel (sécurisation et tremplin vers l'emploi)

EDUCATION

A des degrés divers, tous les candidats font référence à la formation professionnelle, exprimée soit en tant que telle, soit par l'apprentissage.

Quelques idées originales ressortent, comme l'élargissement d'Erasmus aux apprentis (Macron), ou la création d'instituts polytechniques allant du primaire à Bac +3. (Mélenchon).

Au-delà, deux courants se dessinent :

- L'éducation perçue comme outils de cadrage (formatage ?) économique (Dupont-Aignan / Le Pen / Fillon / Macron), voire social (port de l'uniforme, priorité au français... : Le Pen, Dupont-Aignan, Fillon) .
- L'éducation perçue comme un investissement pour l'avenir (création de 40 000 ou 60 000 postes, revalorisation du métier d'enseignant) et qui permet de s'outiller pour développer la pensée critique (Hamon / Mélenchon)

ORGANISATION PUBLIQUE

Trois visions différentes s'opposent :

- Une vision s'inscrivant dans la continuité des réformes en cours avec transfert des services vers le privé ou concentration des institutions publiques (intercommunalités, agglomérations ...) (Fillon, Macron). Cette orientation permet notamment de justifier la réduction du nombre de fonctionnaires (500 000 pour Fillon, 120 000 pour Macron) et se retrouve aussi par exemple dans la remise en cause de l'autonomie financière des communes par les exonérations de taxe d'habitation chez Macron.
- Une vision de réorganisation de la vie publique en la rapprochant des citoyens : retour aux échelles communales et départementales (Mélenchon, Le Pen...). Par contre si Dupont-Aignan et Le Pen font référence à une consultation des citoyens, Hamon et Mélenchon se distinguent en évoquant la participation des citoyens à la décision politique notamment localement (Conférences Citoyennes Territoriales de Mélenchon).
- - Une vision d'une société encadrée chez Le Pen et Dupont-Aignan, par les créations de postes de magistrats, de places de prisons, et surtout par la création d'une garde nationale et la réorganisation des services de renseignement chez Le Pen.

D'une manière générale, trois modèles de projets politiques se dessinent derrière les propositions des candidats :

- une société réaffirmant ses valeurs traditionnelles, la souveraineté nationale, encadrée et se protégeant de l' « étranger » : Le Pen, Dupont-Aignan. Fillon en est proche en matière d'éducation et de contrôle des migrations humaines.
- Une société mettant les valeurs économiques en priorité, dans la ligne des options européennes actuelles, comme moteur de développement et de conduite des évolutions énergétiques et environnementales dans le respect de la Cop 21. (Fillon et Macron)
- Une société réorganisée autour de l'urgence climatique et refondant un autre type de relation entre capital et travail. (Hamon et Mélenchon)

II – PROPOSITIONS COMPAREES

Valeur Travail

	Financière	Epanouissement	Culturelle	Exclusion/inclusion	Place de l'homme/virtuel
Le Pen	Retraite 60 ans et 40 années Réduction charges sociales TPE et PME Revalorisation point d'indice des fonctionnaires	Possibilité 39 h payées 39	grand plan de création de filières des "métiers d'art", pour "implanter un réseau de pépinières d'artistes sur tout le territoire" ; suppression d'Hadopi et ouverture des discussions sur la licence globale ;	Soutien produits fabriqués en France Taxe sur l'embauche d'étrangers contrôle renforcé des personnes rémunérées sous le statut d'intermittent du spectacle, avec la mise en place d'une carte professionnelle.	
Mélenchon	Rémunération du travail à sa juste valeur, limitation à l'enrichissement incommensu	35 heures mais les 32 heures sont visés.	reconnaissance du travail utile socialement avec le contrat coopératif pour les chômeurs longue durée.	Réel partage du travail et réelle inclusion des chômeurs longue durée sur la base du volontariat.	

	<p>nable</p> <p>renversement du postulat : le capital exorbitant a un coût sur le travail.</p>				
Hamon	<p>Augmentation du smic</p> <p>Revalorisation des indices,</p> <p>35 h maintenues</p> <p>surcoût heures sup maintenu</p> <p>aide aux entreprises qui diminuent le temps de travail,</p> <p>Création revenu universel</p>	<p>Droit universel à la formation tout au long de la vie,</p>	<p>Abrogation de la loi travail</p>	<p>Statut unique de l'actif</p> <p>Prise en compte de l'engagement citoyen par obtention des droits à la retraite,</p> <p>reconnaissance de l'engagement des jeunes</p>	<p>Création de taxe sur robots</p>
Macron	<p>amélioration du pouvoir d'achat par:</p> <p>réduction des</p>	<p>temps de travail établi par accord majoritaire ou</p>	<p>libérer le travail et l'esprit d'entreprise</p>	<p>.assurance chômage pour tous</p> <p>. responsabilisation des employeurs</p>	<p>création d'emploi francs</p>

	<p>cotisations des salariés, des indépendants et des fonctionnaires (500€ nets par an pour un salaire de 2200€ nets)</p> <p>système de retraite unifié</p> <p>Exonération TH</p>	référendum d'entreprise	liste des entreprises respectant l'égalité salariale homme/femme	par création d'un bonus/malus pour les contrats courts et précaires	
Fillon	<p>« Augmenter le temps de travail de 35 à 39H, tout en recyclant une partie des économies réalisées dans une politique salariale de revalorisation »</p>	le programme ne fait référence qu'à une augmentation du temps de travail de 35 à 39H l'intérêt n'est évoqué qu'en tant « qu'outil de production »		<p>Sur ce point le programme, compte sur les effets mécaniques de l'augmentation de la richesse globale.</p> <p>Un clivage apparaît à plusieurs reprises entre ceux qui travaillent et devrait être moins en sécurité et ceux qui sont</p>	

				assistés.	
Dupont Aignan	Augmenter les salaires nets de 10% Baisse des charges salariales de 30% sur le quinquennat Paye versée tous les quinze jours.	Exonération des heures sup		Exonération de charges pendant 5 ans pour CDI chômeur longue durée Travail universel / collectivité	Innovation numérique au service des entreprises

Changement climatique

	Financière	Epanouissement	Culturelle	Exclusion/inclusion	Place de l'homme/virtuel
Le Pen	nationalisation des sociétés d'autoroute baisse immédiate de 5% des prix réglementés du gaz et de l'électricité		Soutiens aux transports fluviaux et ferroutage		
Mélenchon	La planification écologique détermine les choix stratégiques et les objectifs à moyen et long terme dans tous les domaines ainsi que les moyens pour les atteindre. La planification	Affirmer l'interdiction des destructions et le refus d'appropriation des écosystèmes, la priorité de l'intérêt écologique sur l'intérêt économique. Cette règle donnera lieu à l'établissement	Inscrire la règle verte dans la Constitution de ne pas prélever sur la nature plus de ressources renouvelables que ce qu'elle peut reconstituer, Ceci comprend la préservation de la biodiversité, la	Une articulation de l'international au local. Dans les instances multinationales et bilatérales, la France défendra la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique. Elle proposera les principes de la	

	<p>définit les priorités sur la base de l'arbitrage citoyens entre les intérêts contradictoires des groupes économiques,</p> <p>Elle identifie les biens communs tels que l'air, l'eau, l'alimentation , le vivant et développe les services publics nécessaires à leur protection.</p> <p>Un plan de 50 milliards d'euros d'investissement pour financer l'urgence écologique dont 25 milliards d'euros pour</p>	<p>d'une loi de planification votée par le Parlement.</p>	<p>diminution par quatre des émissions de gaz à effet de serre et 100% d'énergies renouvelables mais aussi le zéro déchet d'ici 2050.</p>	<p>planification écologique, des échanges de savoir-faire et de bonnes pratiques, ainsi que le principe de non-régression et la reconnaissance de la notion de crime contre la nature (écocide</p>	
--	---	---	---	--	--

	financer le 100% d'énergie renouvelables.				
Hamon	<p>Plan massif d'investissement pour rénovation des bâtiments</p> <p>Mettre la finance au service du développement écologique</p> <p>Pac verte pour transition écologique</p>	Lutte contre les pesticides et autres perturbateurs endocriniens	<p>Sanctuarisation des biens communs eau air terre</p> <p>Plan national zéro déchets</p> <p>Etat stratège pour révolution énergétique</p> <p>Elargir le principe de précaution</p>	<p>Circuits de distribution courts pour que chacun puisse bénéficier de bons produits</p> <p>Augmentation à 20% de l'économie sociale et solidaire</p>	Suppression du CETA TAFTA et TISA ne doivent pas être signés
Macron	plan d'investissement pour la transition écologique (montant non précisé parmi le plan global de 50 milliards sur 5 ans)	division par 2 du nombre de jours de pollution	France leader mondial de la transition énergétique	France en tête pour la lutte contre pesticides et perturbateurs endocriniens	plan de transition agricole
Fillon	Il est fait état dans ce programme d'une opportunité économique de		C'est le progrès qui domine, dans un sens d'un développement technologique porteur de filière		

	croissance dans le domaine écologique, sur un constat à peine évoqué du changement climatique.		économique et de rayonnement du pays et particulièrement dans le domaine nucléaire qui est identifié clairement comme un axe principal de l'écologie du futur en opposition aux énergies fossiles rejetant du CO2.		
Dupont Aignan	Transition énergétique comme vecteur économique	Maintenir l'excellence française en matière de nucléaire : fission du thorium ; IPR, fusion nucléaire (ITER)...	Valeur paysage (beauté), éviter la perte de terres, préserver la biodiversité	L'approche est globalement autocentrée	

EUROPE

	Financière	Epanouissement	Culturelle	Exclusion/inclusion	Place de l'homme/virtuel
Le Pen	<p>Retour à monnaie nationale</p> <p>suppression directive détachements travailleurs</p> <p>Transformation PAC</p> <p>augmentation du budget de la Défense à 2% du PIB dès la première année du quinquennat</p>	<p>Recrutement de 15 000 policiers et gendarmes ; ;</p> <p>commande d'un nouveau porte-avions ; création d'une garde nationale de 50 000 hommes et femmes ;</p>	<p>abrogation des lois Taubira sur les prisons et l'individualisation des peines ;</p>	<p>Suppression droit du sol, suppression droit de régularisation des clandestins, limitation entrées à 10 000 entrées par an</p> <p>Fin Schengen et contrôles aux frontières</p> <p>déchéance de la nationalité française ; expulsion et interdiction de territoire à tout Français binational lié à une filière djihadiste.</p>	
Mélenchon	<p>Refus d'une Europe seulement</p>	<p>Ouverture de l'Europe à dimensions</p>		<p>Accueil des réfugiés</p>	<p>Les hommes ne prendront jamais la place des</p>

	<p>financière dans sa gestion et ses objectifs</p> <p>plan A, désobéissance, discussion et accord sur un nouveau traité</p> <p>plan B, en cas de désaccord, sortie de l'Europe</p>	<p>surtout sociales, humaines et des citoyens au lieu des politiques.</p> <p>Protectionnisme solidaire</p> <p>production.</p>			<p>algorithmes et l'homme restera maître de son destin.</p>
Hamon	<p>Annulation de la dette des pays européens</p> <p>Harmonisation fiscale</p> <p>Moratoire sur le pacte de stabilité</p> <p>Sortir le budget de la défense des critères de stabilité</p>		<p>Création d'une défense européenne</p> <p>Protection des lanceurs d'alerte</p> <p>Politique ambitieuse pour défendre l'exception culturelle</p> <p>Pause dans l'élargissement</p>	<p>Convergence sociale par la création d'un smic européen</p> <p>Elimination des obstacles à l'intégration des réfugiés</p> <p>Création d'un visa humanitaire</p>	

	Lancement d' un plan d'investissement de 1000 milliards		de l'UE		
Macron	Concept vague Europe protectrice des emplois			généralisation d'Erasmus même aux apprentis	Donner la parole au peuple
Fillon	Seules les politiques économiques doivent- être harmonisées		souveraineté absolue de « l'exception culturelle » pas plus de définition pour l'Europe	ré-aménagement de l'espace Schengen devenant le plus hermétique possible par un triplement du budget Frontex et la création d'un corps européen de garde frontière, remise en cause du droit d'asile actuel, pour un droit d'asile spécifique à l'Europe et application de la double peine pour les étrangers	

				condamnation + expulsion de l'espace Schengen	
Dupont Aignan	Créer une communauté des Etats Européens avec programme à la carte. Souveraineté budgétaire des Etats	Une Europe des nations au service des peuples.	Culture des peuples et des nations	Favoriser la préférence communautaire. Négocier l'exception agricole dans les traités commerciaux. Rejeter la Turquie de l'UE. Arrêter toute extension	

JEUNESSE

	Financière	Epanouissement	Culturelle	Exclusion/inclusion	Place de l'homme/virtuel
Le Pen				Exonération totale charges embauche moins 21 ans	
Mélenchon	Autonomie financière avec l'allocation autonomie, le service citoyen et le contrat jeune. Mais, aussi, l'autonomie du logement	Enjeu de qualification et enjeu d'émancipation par les dispositifs cités ci-contre.	Droit de vote à 16 ans	Facilitation de l'inscription des jeunes dans la dynamique de la société.	
Hamon	Reconnaissance de l'engagement associatif et civique des jeunes	Prévention contre l'alcool et le tabac,	Passeport culturel	Création d'un service d'orientation scolaire pour lutter contre l'exclusion L'université au cœur de l'ascension sociale	

Macron		80 000 logements pour les jeunes	Pass Culture de 500€ pour les 18 ans	1 million de jeunes et 1 million de demandeurs d'emploi en formation	
Fillon					
Dupont Aignan	Donner sa chance à chaque jeune	Exonérer les cotisations des emplois étudiants. Plan logement étudiant	Accès au sport		

EDUCATION

	Financière	Epanouissement	Culturelle	Exclusion/inclusion	Place de l'homme/virtuel
Le Pen		<p>Port de l'uniforme dans les écoles</p> <p>Revalorisation filières pro</p> <p>Alternance</p>	<p>Plus de la moitié du temps à apprendre le Français</p>	<p>Fin de l'enseignement des langues et cultures « d'origine »</p>	
Mélenchon	<p>Gestion comme un investissement majeur avec extension de l'obligation scolaire à 18 ans avec triple gratuité (enseignement, cantine, livres)</p> <p>+ Recrutement de 60 000 enseignants accompagné d'une revalorisation de leur traitement.</p>	<p>obligation scolaire étendue permettant de donner plus de temps à l'élève pour apprendre et, en plus, d'apprendre à son rythme.</p> <p>gratuité des temps périscolaires</p> <p>Droit à la formation tout au long de sa vie</p>	<p>Instruction et enrichissement culturel.</p>	<p>Ouverture à la diversité des cultures par le service civique</p> <p>Le fait de donner à l'élève plus de temps pour apprendre et d'apprendre à son rythme</p>	<p>Education critique vis-à-vis du consumérisme par le biais de la volonté de favoriser un matériel sans marque ou par le fait d'avoir un repas « bio » à la cantine ce qui favorise l'éducation alimentaire et permet de choisir les « bons aliments » à favoriser plus tard</p>

	+ Plan d'investissement dans l'enseignement supérieur	intégré dans l'éducation qui se poursuit dans la vie professionnelle par un droit à la formation.			
Hamon	Recrutement massif d'enseignants : 40 000 Revalorisation des conditions de travail des enseignants	Plan de formation continue des enseignants Augmentation de 25 % du budget d'aide aux activités périscolaires		Plus de mixité à l'école Création d'un service de soutien scolaire	
Macron	Autonomie des universités	priorité à l'école primaire Réforme du baccalauréat accompagnement individualisé pour tous	priorité à la maîtrise de la langue française	effort massif pour l'apprentissage	
Fillon	Investissement et mise en cause des résultats en référence au budget 6 % du PIB	Formes éducatives encadrées,	l'Instruction est certes dominante dans ce programme mais comme un accès à une culture plutôt ethnocentrée et axée sur	Resserrement sur la littérature française et sur l'histoire de France comme lien indispensable à l'unité de la République.	Le progrès technique est le moteur sans conditions de l'éducation.

			l'apprentissage qui doit devenir accessible dès 15 ans.	Instauration de la norme du bilinguisme Anglais / Français.	
Dupont Aignan	Remettre l'instruction publique debout ! Liberté, égalité, Fraternité	Formes éducatives très encadrées	Instruction normalisée	Resserrement de l'instruction de façon très conservatrice	formatage du parfait adulte

ORGANISATION PUBLIQUE

	Financière	Epanouissement	Culturelle	Exclusion/inclusion	Place de l'homme/virtuel
Le Pen	augmentation du nombre de magistrats ; création de 40 000 places de prison sur 5 ans ;		renforcement des services de renseignement intérieurs et extérieurs ;	Déclarations en faveur du maintien des services publics en rural	
Mélenchon	<p>Abroger les lois de l'Acte 3 de la décentralisation pour mettre en place une organisation territoriale autour des communes et des départements.</p> <p>Remettre la participation des citoyen-ne-s aux décisions des collectivités par l'instauration de conférences citoyennes de territoire.</p>	<p>Refuser les baisses de dotations aux collectivités et garantir une dotation à la hauteur des missions transférées aux collectivités. Il sera également mis fin au remplacement des dotations de l'Etat par des fonds d'investissement (du type de la DETR ou des contrats de ruralité</p> <p>Les entreprises de l'économie sociale et solidaires seront activement soutenues,</p>	<p>Mettre en place un commissariat à l'aménagement du territoire, doté de moyens d'analyse et de planification.</p> <p>Promulguer une loi de justice territoriale</p> <p>Inscrire l'égalité d'accès aux services publics sur les missions essentielles de l'Etat inscrites dans la Constitution</p> <p>Renforcer le versement pour sous-</p>	<p>Faire un moratoire sur les fermetures de services publics sur les territoires ruraux et périurbains</p> <p>Abroger les « conventions de ruralité » qui visent à diminuer le nombre d'écoles en milieu rural</p> <p>Supprimer les groupements hospitaliers de territoire et reconstruire le maillage des hôpitaux et des maternités de</p>	

		Soutenir la création de coopératives locales de production d'énergie renouvelable	densité	proximité. Sortir du tout TGV et développer les trains du quotidien (Ter et Intercités) ; Planifier l'accès au haut débit et au très haut débit Développer la culture de proximité	
Hamon	Pib 3 % pour la défense Fusionner impôt sur le revenu et CSG		Limitation de l'utilisation du 49,3 Dose de proportionnelle dans les législatives, Limitation à 3 mandats identiques et successifs Réforme du sénat Septennat unique Suppression de	Rétablissement des commissariats de proximité Renforcement de la loi SRU Lutte contre les déserts médicaux Récépissé lors de contrôle d'identité Droits de votes des étrangers aux consultations locales	

			l'article 16 Instaurer un 49,3 citoyen Reconnaissance du vote blanc		
Macron	NON ECRIT dans le programme officiel: suppression de 120 000 fonctionnaires 10 000 policiers recrutés 2% du PIB pour les Armées réduction de 1/3 des députés et sénateurs	. loi de moralisation de la vie publique . renouvellement et pluralisme développement de la participation des citoyens	tous les services administratifs devront afficher leurs résultats de qualité de service	L'exonération de la TH (quid de l'autonomie financière des communes et intercommunalités ?)	numérisation de l'administration
Fillon			Renforcer les dynamiques : Par exemple depuis 5 ans, 9 806 entreprises privées de sécurité (progression de plus de 5 % par an)	Le programme institue la mixité public- privé comme une règle, sans donner de proportions ni de perspectives à long terme, quelques chiffres sont	

			correspondant à 130 000 salariés	annoncés, comme la suppression de 500 000 fonctionnaires qui induit une perte réelle de services, palliée par des services privés mais sans que cela soit vraiment spécifié dans ce programme.	
Dupont Aignan	Plus de candidats sans condamnation Vision sécuritaire fonction régaliennne	Proximité entre élus et citoyens. Vote blanc, référendum d'initiative populaire	L'intérêt général d'abord, avant l'intérêt économique		